**Assemblée de section du 19 décembre 2018**

**Rapport introductif de Marc GRASSULLO**

Il n’a échappé à personne que le congrès de notre Parti s’est tenu en pleine période de bouleversements. Je veux parler du mouvement des gilets jaunes d’abord contre la taxe sur les carburants et ensuite sur des revendications plus élaborées, ainsi que le mouvement des lycéens contre la réforme du Bac et ParcourSup.

Que ce soit les forces de gauche ou les organisations syndicales, ce mouvement a surpris par son évolution et le Parti a eu du retard à l’allumage. Ces mouvements « apolitiques » et « asyndicaux », c’est la colère de la France du bas comme dirait Macron, de ceux qui ne sont rien contre ceux qui ont tout.

La première des revendications, en filagrane, fut celle du Pouvoir d’achat. Pour autant, au tout début, un mouvement qui ne posait dans le problème du prix du carburant que le problème des taxes (c'est à dire la part de l'Etat), mais à aucun moment les questions proches qui pouvaient remettre en cause le capitalisme (que le carburant dépende d'un marché, qu'il soit soumis à des spéculations, que les entreprises pétrolières se gavent, qu'elles ne maintiennent pas d'emplois en France, qu'elles contribuent à des guerres/conflits pour pouvoir exploiter dans des pays sans payer le juste prix, etc...) ou plus largement la gestion capitaliste de la société (éloignement lieux de travail/logement, place des transports et du maillage local des réseaux de transport dans des espaces peu densément peuplés (milieux ruraux et de grandes banlieues notamment) et donc peu rentables, etc...).

Dans la même ligne "libérale" ou en tout cas d'inspiration, les premières autres revendications consistaient plus à une remise en cause de l'Etat, des taxes et impôts que du système capitaliste. La physionomie d'une partie du mouvement (artisans, professions libérales, etc...), libéraux par défaut et base électorale déçue de Macron, expliquant peut-être la chose et rappelant la naissance du poujadisme. Les agents publics (fonctionnaires et agents d'entreprises publics) étant initialement oubliés, voire faisant partie du problème de "l'oppression fiscale" de l'Etat.

La France est championne du monde des taxes qui visent les classes populaires et exonèrent les plus fortunés. Au fur et à mesure des mobilisations sur les ronds-points, se sont greffés le besoin de participer à la vie de la société, le besoin de démocratie participative sans attendre entre deux élections, le besoin de donner son avis sur les enjeux de société.

Le besoin de justice fiscale avec la demande de rétablissement de l’ISF. Là aussi, il y a une évolution fondamentale. Ces personnes dont on ne demande pas l’avis viennent de saisir, d’une manière importante, que l’argent existe pour combler les besoin du peuple et qu’il faut aller le chercher. En cela, c’est un échec à la résignation.

Le besoin de justice sociale. Bien sûr le pouvoir d’achat reste un élément essentiel, mais l’idée de pouvoir vivre de son travail, être rémunéré justement en fonction de la force de travail que l’on met à disposition de la société devient une composante revendicative.

Que peut-on éprouver d'autre que du ressentiment et du dégoût face aux rémunérations scandaleuses des grands patrons français, ces « cracks du CAC » pour lesquels il ne semble pas y avoir de limite ? En 2017, la rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 s'est élevée à plus de 5 millions d'euros par an. Une augmentation de 14% par rapport à 2016.

Et nos salaires, nos pensions, ont-ils augmenté de 14% ces deux dernières années ? C'est peu dire que les salaires des travailleurs n'ont pas suivi la même pente ! On est vraiment dans un autre monde. Celui dans lequel les 15 patrons les mieux payés de France gagnent 100 fois plus que le niveau moyen pratiqué dans leurs entreprises.

Voilà pourquoi le Parti réclame non seulement l'encadrement des salaires mais aussi, et c'est une urgence, une hausse de 200 euros net du SMIC dès le mois de janvier. Le gouvernement doit ouvrir rapidement les négociations pour une hausse générale des salaires dans le secteur privé comme dans le secteur public et la fonction publique.

Le besoin de démocratie face à l’arrogance insultante, le mépris de classe exprimé par le pouvoir de «  ceux qui ne sont rien » avec la demande du Référendum d’Initiative Citoyenne ainsi que la demande de Référendum Révocatoire sont autant d’éléments prouvant que notre société évolue, que le vivre ensemble où l’humain prime sur l’individualisme, où le collectif veut s’organiser, veut contrôler son avenir, où la délégation sans contrôle ne satisfait plus.

D’aucuns tentent de récupérer ces exigences, ce mouvement, à droite comme à gauche, pensant ainsi que la seule colère populaire suffirait à se trouver aux portes du pouvoir, sans pour autant envisager de toucher au système.

Les partis de droite et d'extrême droite se sont sentis pousser des ailes et ont soutenu le plus possible ce mouvement, avec l'espoir qu'il fasse vaciller le pouvoir et amène une perspective encore plus à droite (et en partie "anti-état providence" avec la fin des redistributions au travers des taxes et impôts qui correspond à leur essence idéologique).

C'est également pour cette composition et revendications que Macron est en difficulté car c'est une part de son électorat qui s’exprime.

Ne nous y trompons pas, ce mouvement est traversé de différents courants, des communistes y participent, des salariés syndiqués y participent, ainsi que des forces destructives. Que ce soit le RN qui ne veut pas augmenter le SMIC, ou la FI qui juge que la remise en cause des dirigeants d’entreprise est affaire des entreprises elles-mêmes. Je n’ai pris que ces deux exemples qui sont certes caricaturaux, mais symptomatiques des velléités des uns et des autres.

Le mouvement, par la discussion sur les ronds-points (et autres) et son extension rapide s'est ouvert à d'autres sujets de plus en plus à gauche (régulation haute des salaires, hausse des salaires minimum, retour ISF, retour services publics, conditions d'emploi et de travail, pouvoir d'achat, Référendum d'Initiative Pop', etc...). C'est pour ça que la droite et l'extrême droite, très enthousiastes au début, sont maintenant très mitigés, voire opposés. Ce mouvement porte maintenant des propositions qu'ils ne peuvent pas soutenir, dont 70-80% sont des revendications historiques du Parti ou de la CGT.

Les gilets jaunes ne sont pas des casseurs dans leur immense majorité et nous ne pouvons que condamner les exactions commises par les casseurs, comme nous condamnons les violences policières mais, je vous le dis sérieusement, si ces violences, exacerbées par les médias bien avant le premier rassemblement aux Champs Elysées, n’avaient pas eu lieu, personne n’aurait parlé de ce mouvement populaire, profond.

Qu’en est-il ressorti à l’issue de ces 4 semaines ? Une augmentation de la prime d’activité dont un tiers était déjà prévue et le reste payé par la protection sociale, une exonération totale du patronat sur toutes les mesures financières, défiscalisées, désocialisées, mettant encore plus à mal notre protection sociale. Abrogation de l’augmentation de la CGS en 2019 pour les retraités percevant moins de 2000€ sans remettre en cause le projet de retraite par point.

Ce gouvernement n’a rien compris à cette révolte puisqu’il envisage de faire payer l’excédent de déficit par la finance publique, donc par les impôts sans toucher au système puisqu’il refuse de rétablir l’ISF. Ce nouveau monde, drapé dans les oripeaux de l’ancien monde persiste à ne pas changer son paradigme de vision de la société.

C’est une victoire à la Pyrrhus, car un certain nombre de reculs étaient prévus pour le mois de juin et rentraient dans son projet néo-libéral, mais une victoire quand même. Ces reculs du pouvoir n’auraient pas été possibles sans la mobilisation. Nous l’avons écrit dans le « Ça roule » à paraitre en janvier : la lutte paye.

Le point très positif est qu'on assiste autour de nous, y compris loin des gilets jaunes, à une repolitisation massive. Ca parle politique chez les gens. Et ça en parle sur nos bases idéologiques : vivre dignement, vivre de son travail, place de l'Etat et de son redéploiement au service des populations, pouvoirs d'interventions des citoyens, rôle de l'impôt, justice fiscale/sociale, etc... Contrairement au mépris de classe exprimé par Gilles Legendre, patron des députés LaREM disant «  Nous avons été trop intelligents, trop subtils, trop techniques » comme si les Français, les travailleurs, les sans emploi, les étudiants étaient trop cons pour comprendre. Non, ce qu’ils ont compris dans les discussions, c’est que l’argent existe et qu’il faut aller le chercher.

Le point négatif, c'est ce qui fait sa force : un mouvement spontané et massif, mais donc très disparate. Tous les gilets jaunes ne portent pas les mêmes revendications, y compris elles peuvent être opposées suivant qui parle. Si un consensus devient majoritaire sur certaines questions, d'autres sont très partagées et il va donc être compliqué d'avancer dessus, voire elles peuvent être cause de division. Il faut voir comment le mouvement évolue, mais en attendant, notre rôle est de politiser au maximum les débats, avancer nos idées et nos propositions pour profiter du regain soudain d'intérêt pour les questions politiques chez une majorité de la population.

Cela nous renvoie aux travaux de notre 38ème Congrès., c’est notre première assemblée générale depuis le congrès de notre parti qui s’est tenu à Ivry les 23, 24 et 25 novembre 2018.

Nous avons tous contribué à l’enrichissement du document d’orientation, aussi bien lors de notre conférence de section, que lors de la conférence de section de Paris, ou en séance plénière lors du Congrès national.

La première satisfaction qui en ressort est que depuis des semaines, des mois même, notre parti est en mouvement. Les communistes discutent, débattent, amendent... Le Parti Communiste vit comme jamais ! Et le message que nous avons porté tous ensemble est très clair : être unis et toujours plus combatifs !

Oui, être unis, parce que c'est notre plus grande force depuis bientôt un siècle que notre parti existe. Nous avons toujours su, nous les communistes, nous rassembler autour de notre idéal commun, celui d'une société d'abord tournée vers l'Humain et non livrée aux marchés financiers.

Nous sortons de ce congrès soudés, riches des multiples contributions qui ont donné à notre projet une cohérence et une force rarement atteintes.

Nous avons réussi un exercice démocratique incroyable quand d'autres partis se seraient déchirés, auraient explosé.

Ce n’est pas la moindre des choses que de le souligner. Nous avons débattu, échangé, confronté des points de vue avec nos tempéraments sans perdre de vue l’essentiel. Proposer au peuple de France une alternative crédible au libéralisme outrancier personnalisé par Macron et son Gouvernement.

Tous les sujets ont été abordés, l’économie, la démocratie citoyenne, l’écologie, la mixité, le rôle et la place des femmes dans la société, les aspects de l’immigration, la jeunesse et sa formation, la perception de ce qu’on appelle encore injustement les minorités, la Paix dans le monde et plus précisément au Moyen-Orient et le rôle du Parti dans cette évolution constante de la société.

Jamais notre section n’avait autant participé, contribution sur les cellules d’entreprise dans l’Huma, sur les élections européennes, sur la présence d’ouvriers, intervention de camarades dans différents groupes de la direction nationale du Parti, 36 amendements déposés, défendus en Conférence parisienne qui, s’ils n’ont pas été exactement pris en compte, leur esprit se retrouve dans le document final du congrès.

Cela n’a pas été l’un des moindres effets de la publication de textes alternatifs, la mobilisation, l’investissement, la réflexion d’un maximum de communistes pour proposer un avenir meilleur au peuple de France.

Nous pouvons être satisfaits du travail accompli, j’en veux pour preuve le sourire constant de Michel Rizzi lors de la Conférence parisienne.

Mais c’est maintenant que tout commence.

Le rôle du Parti est de donner suite à ce mouvement social. Toutes ces revendications qui ont fait florès sur les ronds-points ne viennent pas de nulle part. Elles ont été, depuis longtemps, dans les quartiers, sur les marchés, dans les entreprises, exprimées par les militants communistes, relayées par nos parlementaires devant les représentants du gouvernement.

Ces expressions de justice rejoignent notre volonté de faire évoluer la société française en prenant en compte l’humain d’abord. Les besoins de services publics sont au cœur des réflexions sur la justice fiscale. Pourquoi payer des impôts quand les plus riches ne payent pas leur part en fonction de leur moyen, quand dans le même temps, on supprime des écoles, des crèches, des commissariats, des bureaux de poste, quand on privatise la SNCF, la RATP ?

Car pour certains, ce sont des services publics de proximité qui disparaissent. Pour d'autres, c'est leur feuille de paye qui fond. Et quand ils la comparent avec celle de ces soi-disant « grands patrons », plus pressés de planquer leur argent dans les paradis fiscaux que de créer des emplois en France, c'est la colère. C'est de l'indécence pure.

La Loi LOM (Loi d’Orientation des Mobilités) est un nouveau texte funeste sur les transports dans leur globalité, sur les agents de la RATP plus précisément lorsque l’on voit deux articles pondus en catimini permettant de supprimer 14 jours de congés dans l’année et pouvant faire trimer durant 48h pour les besoins de l’entreprise, sans parler, bien évidemment de l’avenir du réseau bus à l’horizon 2025.

Le Comité de Section avait programmé une journée d’étude sur ce dossier, pour armer les communistes et les syndicalistes, afin de mobiliser sur l’enjeu des transports, sur l’avenir de l’EPIC RATP.

Deux éléments nous obligent à réfléchir différemment. Tout d’abord, il s’avère que la salle, à la période prévue, n’est pas disponible et nous venons seulement de l’apprendre ; ensuite, le débat parlementaire risque d’avoir lieu une ou deux semaines après, nous empêchant d’avoir un certain nombre d’intervenants. Il nous revient de réfléchir à cette question, à savoir annuler purement et simplement ou reporter à une date ultérieure, en sachant que cette question doit aussi être traitée au Sénat avant de revenir à l’Assemblée Nationale. Cela pourrait nous amener courant Octobre ou Novembre.

Oui, la finance a pris le pouvoir et il faut le dire, car c'est à cause de cela que ça va mal.

Mais c'est aussi en reprenant le pouvoir sur l'argent, sur la finance, que nous réussirons à répondre aux besoins des peuples d'Europe, sans les mettre en concurrence.

Voilà le beau défi que nous relèverons avec Ian BROSSAT, qui sera, je le souhaite, à la tête d'une liste la plus belle, la plus large, la plus rassembleuse pour réussir à envoyer des député·es communistes au Parlement européen ! Ne perdons plus de temps, allons-y !

Une partie de cette campagne se joue maintenant !

D'ici la fin de l'année, nous devons multiplier les initiatives, sur le pouvoir d'achat, les services publics, sur l'évasion fiscale, sur l'emploi et les travailleurs détachés !

Oui nous avons du pain sur la planche.

Pour cela, il faut que notre Parti se mette en ordre de marche. Deux éléments importants, entre autres, ont été discutés lors de notre Congrès national. Il s’agit de la campagne sur le coût du capital qui rejoint la perception que l’argent existe et le mouvement des gilets jaunes ; et la question des cellules d’entreprise.

Notre section est la plus grosse section d’entreprise, mais qui tourne autour de quelques camarades. Cela doit nous amener à réfléchir différemment à l’organisation de notre parti dans l’entreprise. Les communistes de la RATP sont disséminés dans différents sites, et parfois, on n’y trouve qu’un ou deux communistes sur place. La dimension de cellules, voire leur création reste un casse-tête pour les dirigeants de la section et aussi pour l’efficacité de l’activité du parti en entreprise.

Les camarades m’ont mandaté, mardi dernier, pour participer à la première assemblée générale post-congrès de la section de la ville de Vitry sur seine. Il y avait environ 60 à 70 participants et ils souhaitaient profiter de notre expérience. Vous pouvez comprendre qu’après le premier tour des élections professionnelles, j’ai fait preuve de modestie car le Parti a beau être présent, même si ce n’est pas notre responsabilité première, nous n’avons pu endiguer le flot d’abstentions et le résultat est ce qu’il est. Par contre, ce qui est apparu lors des échanges avec les camarades de Vitry, c’est qu’il y a des communistes partout en Île-de-France, et que nous avons des attachements partout en Île-de-France. Bien sûr, il n’y a pas de communistes RATP dans tous nos attachements, mais il y a peut-être des communistes dans les entreprises environnantes.

Pourrait-on réfléchir à des bassins d’emplois, là où nous sommes implantés et là où nous voulons nous implanter, c’est-à-dire partout ?

Prendre contact avec les sections locales, créer des synergies avec des communistes d’entreprises voisines, intervenir, distribuer, agir.

Je vais balancer un gros mot, mais pourquoi pas des cellules inter-entreprises. Là où notre camarade est seul, il ou elle trouverait un lieu d’échange, pour comprendre ce qui se passe à côté, s’ouvrir à d’autres horizons, aborder d’autres sujets et faire comprendre ce qui se passe dans la RATP.

La volonté du congrès est de trouver des formes d’organisation pour réinvestir le lieu d’opposition entre le capital et le travail.

La future campagne sur le coût du Capital en est une illustration.

Pour cela, il faut changer l’utilisation de l’argent :

L’argent des entreprises (les profits), qui doit être investi pour sécuriser l’emploi, la formation et la création de richesses dans les territoires,

L’argent public (impôts, cotisations sociales et leur utilisation par l’État, les collectivités territoriales et la sécurité sociale), qui doit servir à un développement tout à fait nouveau des services publics. Il doit cesser d’inonder le patronat d’aides dont les effets pervers sont démontrés et être au contraire utilisé sélectivement pour inciter les banques et les entreprises à changer l’orientation du crédit et celle des profits. La fiscalité doit pénaliser les opérations financières des entreprises et les inciter à développer l’emploi, la formation, la recherche. La fraude fiscale doit être combattue là où elle est : dans les multinationales et les banques.

L’argent que créent les banques par leurs opérations de crédit, aujourd’hui détourné vers les placements financiers, les OPA, les délocalisations, l’évasion fiscale, doit financer des investissements répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires, formation, recherche), sociale (emploi, salaires) et écologique.

Nous proposons d’agir :

* Dans les entreprises et les bassins d’emplois, avec le soutien de fonds régionaux, pour imposer le financement par les banques, à taux proches de zéro ou nuls, des investissements qui sécurisent l’emploi et la formation. [La proposition de loi-cadre déposée en janvier 2017 par André Chassaigne et ses collègues du Front de gauche à l’Assemblée nationale](http://www.economie-politique.org/sites/default/files/ppl_com_eco_pcf_sef_v5_23_01_2017.pdf_.pdf) comporte des dispositions précises sur ce point.
* Au niveau national avec un Fonds national pour l’emploi et la formation et avec un pôle financier public mettant en réseau banques et compagnies d’assurances publiques et nationalisées pour peser sur le comportement d’ensemble du système financier, au service de l’emploi et de la formation.
* Au niveau européen. La BCE doit cesser d’alimenter gratuitement les marchés financiers et les banques qui financent la spéculation ; elle doit refinancer à taux zéro ou à taux négatif les crédits qui financent les investissements favorables à l’emploi. Elle doit financer le développement des services publics. C’est l’objet du [Fonds de développement économique, social et écologique européen solidaire pour le développement des services publics dont nous proposons la création.](http://www.gabrielperi.fr/financer-lexpansion-des-services-publics-en-europe.html)
* Au niveau mondial. La crise met en cause l’impérialisme du dollar. Nous voulons une alliance avec les pays émergents et en développement pour la création d’une monnaie commune mondiale à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, qui servirait à financer des prêts à long terme et à faibles taux d’intérêts pour le développement de tous les pays du monde.

Cette campagne, comme celle sur la loi Lom, doit investir le champ des élections européennes.

A ce sujet, plusieurs initiatives sont programmées.

La première se tiendra le 17 janvier, de 11h30 à 13h30 au dépôt de Thiais en présence de Ian Brossat, tête de liste communiste aux élections européennes et Pierre Garzon (s’il est disponible), élu communiste et membre du CA d’IDFM. Pourquoi le dépôt de Thiais ? Parce que c’est le dépôt de remisage du 183, mis en concurrence par Valérie Pécresse (Pdte d’IDFM) avec une structure dédiée de droit privé pour l’exploitation. On y abordera l’avenir du réseau bus, la filialisation/privatisation et les incidences pour les salariés comme les usagers. La présence du plus grand nombre d’entre nous est souhaitée.

La deuxième initiative est la mise en place d’un groupe projet pour élaborer un texte de Loi CocoLOM.

D’ores et déjà, nous sollicitons députés et sénateurs en charge des transports, Hubert Wulfranc et Pascal Savoldelli, Jacques Baudrier (Responsable du Groupe Mobilité au Conseil National), Frédéric Boccara, économiste du Parti et Ian Brossat pour alimenter le programme des européennes. Nous vous proposons, pour participer à ce groupe projet, Olivier Munoz, notre secrétaire de section, Gaëlle Pedraza, Fabrizio Piras, Cyrille Brown, Michel Rizzi et Marc Grassullo.

Vous constaterez qu’il y a du lourd. Nous venons d’apprendre que la loi LOM passait au Sénat en mars, en commission le 6 et en séance le 12.

Ce rapport est dense et malheureusement incomplet. Il aborde des éléments de réflexion, des axes de travail et des propositions.

Je vous remercie pour votre écoute attentive.